



SERVIÇO PÚBLICO FEDERAL

Institut International de
Planification de l'Education

Programme des stagiaires

L'analyse des Agregats de la
Comptabilite Nationale. La Place
des Depenses d'Enseignement.

DISTRIBUIÇÃO

SERVIÇO PÚBLICO FEDERAL

Institut International de
Planification de l'Education

15 janvier 1969

Programme des stagiaires

Schéma de la Conférence
du jeudi 16 janvier 1969
par M. R. Poignant

L'ANALYSE DES AGREGATS DE LA COMPTABILITE

NATIONALE - LA PLACE DES DEPENSES D'ENSEIGNEMENT

L'ANALYSE DES AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE

ET LES DEPENSES D'ENSEIGNEMENT

Introduction. -

1) Les agents économiques

La présentation des différentes données de la comptabilité nationale implique une classification des "agents économiques", c'est-à-dire des grandes catégories d'acteurs qui interviennent dans la vie économique.

Les "agents économiques" sont regroupés en 4 grandes catégories:

a) les ménages (familles ou individus vivant isolément) dont l'activité économique est analysée, à titre principal, sous l'angle de la consommation;

b) les administrations: cette catégorie ne se limite pas aux seuls services publics nationaux ou locaux, elle englobe:

- les administrations publiques civiles et militaires (1) (y compris la Sécurité Sociale),
- les administrations dites "privées" (syndicats, écoles privées, etc ...),
- les administrations étrangères et internationales.

c) les entreprises non financières: c'est la grande masse des entreprises agricoles, commerciales, industrielles, artisanales, etc ...

d) les institutions financières: banques, compagnies d'assurances, etc ...

2) Les trois optiques de l'analyse du produit national

Le produit national peut être analysé dans trois optiques:

- optique de l'origine de la production (contributions productives des différents secteurs économiques),
- optique de l'emploi (utilisation des biens et services produits),
- optique des revenus (analyse du produit sous l'angle de la nature des revenus).

Nous procéderons à cette analyse à l'aide de cas concrets des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de la République fédérale d'Allemagne.

(1) à l'exclusion des P & T, de l'O.R.T.F. qui sont classées dans les entreprises.

A) LA CONTRIBUTION PRODUCTIVE DES DIFFERENTS SECTEURS ECONOMIQUES

(1)
Tableau I

Analyse du produit national brut
dans l'optique de l'origine de la production
(année 1963)

	(2)		(3)		(4)	
	Etats-Unis	%	France	%	R.F.A.	%
1) <u>Agriculture</u>	23,3	4,0	34	8,6	19,4	5,2
2) <u>Industrie</u>	214,5	36,8	186,3	47,6	198,2	52,1
3) <u>Commerce,</u> <u>transports,</u> <u>propriétés</u> <u>immobilières,</u> <u>banques, etc.</u>	211,8	36,4	90,8	23,1	97,9	26,1
4) <u>ons</u> <u>Adm. civiles</u> <u>et militaires.</u> <u>Education,</u> <u>santé & ser-</u> <u>vices divers</u>	132,4	22,8	80,5	20,6	61,2	16,3
	582,0	100,0	391,6	100,0	376,8	100,0

(1) Sources: statistique O.C.D.E.

(3) en milliards de Francs

(2) en milliards de \$

(4) en milliards de D.M.

Le tableau n° I ci-dessus présente une vue simplifiée de l'analyse du Produit National Brut à quatre grands secteurs de production. En fait, les comptes nationaux poussent évidemment l'analyse infiniment plus loin (par type de produit agricole, par type d'industrie, de services, etc ...).

Quelles réflexions inspire la comparaison des trois colonnes du ta-
bleau n° I ?

B) L'UTILISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES
LA PLACE DES DEPENSES D'ENSEIGNEMENT

Tableau n° 2

Analyse du Produit Intérieur Brut au prix du marché
sous l'optique de la consommation
 (année 1963)

	<u>Etats-Unis</u>	<u>%</u>	<u>France</u>	<u>%</u>	<u>R.F.A.</u>	<u>%</u>
1) <u>Consommation des ménages</u>	<u>367,7</u>	<u>63,1</u>	<u>256,2</u>	<u>65,3</u>	<u>215,0</u>	<u>57,2</u>
2) <u>Consommation des administrations</u>	<u>113,2</u>	<u>19,4</u>	<u>53,0</u>	<u>13,5</u>	<u>58,5</u>	<u>15,5</u>
1) civiles	56,13	9,6	34,9	8,8	41,8	11,1
a) militaires	57,07	9,8	18,1	4,7	16,7	4,4
3) <u>Formation brute capital fixe</u>	<u>94,512</u>	<u>17,0</u>	<u>77,6</u>	<u>19,8</u>	<u>94,66</u>	<u>25,1</u>
dont: logements	26,7	4,6	19,5	4,9	21,3	5,6
4) <u>Variations de stocks</u>	<u>4,2</u>	<u>0,7</u>	<u>4,2</u>	<u>1,1</u>	<u>3,28</u>	<u>0,8</u>
5) <u>Solde Exportations/Importations</u>	<u>2,0</u>	<u>0,3</u>	<u>0,8</u>	<u>0,2</u>	<u>5,0</u>	<u>1,4</u>
	<u>582,0</u>	<u>100,0</u>	<u>391,6</u>	<u>100,0</u>	<u>376,5</u>	<u>100,0</u>

L'emploi de la production nationale des biens et services se répartit en cinq grandes catégories:

- 1) Consommation des ménages: consommation des biens et services par les individus, à titre privé.
- 2) Consommation des administrations: c'est une notion assez délicate à analyser.
 - c'est, d'une part, la consommation des biens et services achetés par les administrations,
 - c'est, d'autre part, la consommation des services produits par l'administration (ex: l'enseignement). En d'autres termes, l'administration est censée consommer elle-même sa propre production.
- 3) Formation brute de capital fixe (ou investissements matériels).

Ce sont les additions apportées pendant une année au patrimoine matériel du pays (bâtiments, équipements, etc ...).

La F.B.C.F. se décompose en trois grandes catégories:

- le logement,
- les investissements productifs (usines, machines, etc ...),
- les investissements collectifs (écoles, hôpitaux, etc ...).

- 4) Les variations de stocks
- 5) Le solde "exportation/importation"

Quelles remarques essentielles se dégagent du tableau n° 2 ?

C) LA RAPARTITION DU PRODUIT NATIONAL BRUT SOUS L'OPTIQUE DU REVENU

Tableau n° 3

	FRANCE				ETATS-UNIS	
	1955	% du revenu national	1963	% du revenu national	1963	% du revenu national
1) <u>Rémunération des salariés</u>	75,4	58,2	186,04	62,3	342,27	72,2
2) <u>Revenu de l'entreprise privée (non constituée en société)</u>	39,4	30,4	78,92	26,4	50,63	10,7
3) <u>Revenu de la propriété allant aux particuliers</u>	8,8	6,8	18,90	6,4	63,25	13,4
- loyers	2,82	2,2	9,92	2,6	12,3	2,5
- intérêts	2,26	1,7	5,67	1,9	32,9	6,7
- dividendes	3,84	2,9	5,67	1,9	20,4	4,2
4) <u>Revenus des sociétés (non distribués)</u>						
- épargne, bénéfices non-distribués (bénéfices investis)	3,87	2,9	8,52	2,8	8,2	1,8
- impôts directs	3,20	2,4	8,16	2,7	24,5	5,2
5) <u>Solde de divers revenus ou charges</u>	-1,34	-1,0	-2,59	-0,6	-16,7	-3,4
<u>Total Revenu national</u>	129,58	100,0	298,31	100,0	474,7	100,0
6) <u>Impôts indirects - subventions</u>	25,62		59,43		56,4	
7) <u>Amortissements</u>	15,30		34,10		56,7	
PRODUIT NATIONAL BRUT	170,5		391,84		585,1	

CONCLUSION: La place et l'importance des dépenses d'enseignement dans la comptabilité nationale.

A) Place

- a) Les dépenses d'enseignement n'apparaissent dans leur totalité que dans l'agrégat dit "produit".
- b) Dans le "produit", elles se retrouvent:
 - pour les dépenses courantes, dans la rubrique "consommation des administrations",
 - pour les dépenses en capital, dans la rubrique "Formation brute de capital fixe" (sous-rubrique "investissements collectifs").

B) Importance

Les deux tableaux annexés montrent l'évolution de l'importance des dépenses d'enseignement par rapport au Produit National Brut:

- pour 8 pays industrialisés (période 1951-1961),
- pour 5 pays en voie de développement (période 1961-1964).

T A B L E A U A N N E X E

Evolution des dépenses d'enseignement par rapport au P.N.B.,

1) dans 8 pays industrialisés

	1950 ou 1952			1961 ou 1962		
	(a)	(b)		(a)	(b)	
	Courtes	Cap.al	T.	Courtes	Cap.al	T.
R. F. A.	2,16	0,52	2,68 (b)	2,42	0,84	3,26 (b)
Belgique (1)	2,35	0,19	2,54 (a)	4,50	0,48	4,98 (b)
France	2,26	0,28	2,54 (b)	3,32	0,75	4,07 (b)
Italie	2,42	0,27	2,79 (a)	3,30	0,58	3,88 (a)
Pays-Bas	-	-	-	4,07	0,83	4,90 (b)
Royaume-Uni	2,53	0,47	3,0 (b)	3,55	0,61	4,16 (b)
Etats-Unis	2,9	0,54	3,44 (a)	4,47	1,08	5,55 (a)
U. R. S. S.	-	-	-	4,36	0,68	5,04 (b)

(1) le % des dépenses en capital est minoré par l'absence d'évaluation pour l'enseignement privé.

2) dans cinq pays en voie de développement

	1961		1964	
	Total	Sans A.E.	Total	Sans A.E.
- Niger	1,9%	1,4%	2,2%	1,4%
- Madagascar	5,5%	3,8%	7,0%	4,5%
- Congo (Brazzaville)	7,0%	4,5%	8,5%	5,5%
- Sénégal	4,6%	2,6%	6,2%	3,8%
- Côte d'Ivoire (1960)	4,1%	3,0%	4,3%	3,02%